

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT7539852

SUBMISSION TYPE:	RESUBMISSION
NATURE OF CONVEYANCE:	ASSIGNMENT
RESUBMIT DOCUMENT ID:	507360538
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
AXLR, SATT OCCITANIE MEDITERRANEE	01/27/2022
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	01/27/2022
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM)	01/27/2022
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	SEQONE
Street Address:	22 RUE DURAND
City:	MONTPELLIER
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	34000
PROPERTY NUMBERS Total: 1	
Property Type	Number
Application Number:	16061560
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(703)770-7901
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
Phone:	703-770-7900
Email:	maggie.barham@pillsburylaw.com
Correspondent Name:	PILLSBURY WINTHROP SHAW PITTMAN, LLP
Address Line 1:	P.O. BOX 10500
Address Line 4:	MCLEAN, VIRGINIA 22102
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	022044-0459565
NAME OF SUBMITTER:	MARGARET BARHAM
SIGNATURE:	/Margaret Barham/
DATE SIGNED:	09/15/2022
Total Attachments: 28	
source=Assignment-SEQONE_merged#page1.tif	
source=Assignment-SEQONE_merged#page2.tif	

source=Assignment-SEQONE_merged#page3.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page4.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page5.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page6.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page7.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page8.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page9.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page10.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page11.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page12.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page13.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page14.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page15.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page16.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page17.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page18.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page19.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page20.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page21.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page22.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page23.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page24.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page25.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page26.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page27.tif
source=Assignment-SEQONE_merged#page28.tif



European Patent
& Trade Mark Attorneys

Translator's Certificate

I: Virgile GRANDCLAUDE
(Full name of translator)

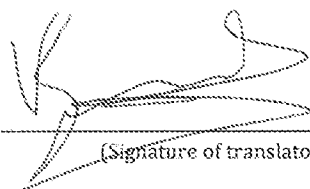
Of: ICOSA, 83 Avenue Denfert-Rochereau, 75014 PARIS, France
(Address of translator)

do hereby certify that I am conversant with the French and English languages, and I further certify that to the best of my knowledge and belief the attached document is a true and correct translation of made by me of the document in the

french
(The language being translated)

language attached hereto or identified as follows :

Date this 05 day of September 2022.


(Signature of translator)

CESSION DE DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE
--

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

1. **AXLR, SATT OCCITANIE MEDITERRANEE**, société par actions simplifiée au capital de 1.112.000 euros, dont le siège social est situé Bâtiment 6 - 950, rue Saint-Priest - 34090 Montpellier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 753 642 248, dûment représentée par son président, Monsieur Philippe Nérin

ci-après dénommée la « **SATT AXLR** »,

2. **UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 130 020 548, dont le siège se situe au 163 rue Auguste Broussonet - 34090 Montpellier, dûment représentée par la SATT AXLR en vertu d'un mandat annexé aux présentes

ci-après dénommée l'« **UM** » ou le « **Mandataire Unique** »,

3. **INSERM TRANSFERT**, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 9.573.470 euros, ayant son siège est au 7, rue Watt - 75013 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 434 033 619, représenté par son Président du Directoire, Pascale Augé, **agissant en qualité de déléataire de l'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE**, établissement public national à caractère administratif, inscrit au répertoire SIRENE sous le numéro 180 036 048, dont le siège social se situe au 101 rue de Tolbiac - 75013 Paris, dûment représentée par l'UM en sa qualité de Mandataire Unique, lui-même représenté par la SATT AXLR en vertu d'un mandat annexé aux présentes

ci-après dénommé l'« **INSERM** »,

L'UM et l'INSERM sont ci-après dénommés collectivement les « **Etablissements Publics Copropriétaires** »,

La SATT AXLR et les Etablissements Publics Copropriétaires sont ci-après dénommés collectivement les « **Cédants** »,

D'une part,

ET :

4. **SEQONE**, société par actions simplifiées au capital de 29.491 euros ayant son siège social au 22 rue Durand - 34000 Montpellier, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 829 581 586, dûment représentée par son Président, Monsieur Nicolas Philippe

Ci-après dénommée le « **Cessionnaire** », la « **Société** » ou « **SEQONE** »,

D'autre part,

ci-après dénommées collectivement les « **Parties** » et individuellement la « **Partie** »,

DS
NP

DS
PN

IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :

- (A) Les Parties ont signé des contrats cadres définissant les conditions et modalités de réalisation des activités d'investissement, de valorisation et de prestations confiées par les Etablissements Publics Copropriétaires à la SATT AXLR.
- (B) Conformément aux dispositions de la loi PACTE, les Etablissements Public Copropriétaires ont désigné l'UM en qualité de Mandataire Unique.
- (C) Les Parties ont également conclu une convention de maturation standard le 28 octobre 2016.
- (D) Dans ce contexte, la SATT AXLR a notamment conclu les contrats suivants avec la Société (ci-après collectivement les « **Contrats Antérieurs** ») :
- un Accord d'Investissement Technologique le 20 mars 2017, tel qu'amendé par un avenant n°1 du 7 juillet 2017 puis un avenant n°2 du 7 mai 2019 ;
 - un contrat de cession partielle de brevet le 30 mai 2017, tel que modifié par un avenant n°1 du 21 mai 2019 ;
 - un contrat de cession partielle de droit d'auteur le 30 mai 2017 ;
 - un contrat d'exploitation le 31 mai 2017, tel que modifié par un avenant n°1 du 1^{er} mars 2019 et un avenant n°2 du 10 juillet 2019, aux termes duquel la SATT AXLR a concédé à la Société une licence exclusive d'exploitation du brevet mentionné en Annexe 1 (ci-après le « **Brevet** ») et des droits sur les logiciels mentionnés en Annexe 2 (ci-après les « **Logiciels** ») (ci-après collectivement les « **Droit de PI** ») : le contrat d'exploitation prévoit notamment la possibilité pour la Société de se porter acquéreur de l'intégralité des quotes-parts de propriété des Droits de PI des Etablissements Publics Copropriétaires et de la SATT AXLR (ci-après le « **Contrat d'Exploitation** ») ;
 - une convention de maturation partenariale le 27 juillet 2017.
- (E) Dans le cadre de la levée de fonds réalisée par la Société, il a notamment été décidé que la SATT AXLR céderait aux investisseurs les 2.011 actions qu'elle détient dans le capital de la Société moyennant un prix global de 2.334.771 € (deux millions trois cent trente-quatre mille sept cent soixante et onze euros) (ci-après la « **Cession des Actions** »), sous condition suspensive de la réalisation définitive de la levée de fonds et de la signature d'un contrat de cession au profit de la Société de l'intégralité des quotes-parts de propriété des Droits de PI des Etablissements Publics Copropriétaires et de la SATT AXLR, moyennant le prix global de 1 € (ci-après la « **Cession de PI** »).
- (F) A ce jour, les Parties sont copropriétaires du Brevet et des Logiciels, dont les quotes-parts de copropriété réparties comme suit :
- Brevet :

○ SEQONE	20,00%
○ SATT AXLR	66,38%
○ UNIVERSITE MONTPELLIER	6,81%
○ INSERM	6,81%

DS
NIP

DS
PN

- Logiciel SeqOne-plateform V1.1 (DBS1657/DL1902) :
 - o SEQONE 20,00%
 - o SATF AXLR 66,38%
 - o UNIVERSITE MONTPELLIER 6,81%
 - o INSERM 6,81%
- Logiciel SeqOne-plateform V1.2 (DBS1901/DL1903) :
 - o SEQONE 45,24%
 - o SATF AXLR 40,80%
 - o UNIVERSITE MONTPELLIER 6,98%
 - o INSERM 6,98%

(G) Dans ce contexte, les Parties sont convenues d'arrêter aux termes du présent contrat (ci-après le « **Contrat** ») les conditions de la Cession de PI.

CELA ETANT RAPPELE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

1.1. Dans les présentes, les termes suivants auront la signification suivante :

- « **Article** » : désigne un article du Contrat
- « **Brevet** » : a le sens qui lui est donné au (D) du préambule du Contrat
- « **Cédants** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat
- « **Cession des Actions** » : a le sens qui lui est donné au (E) du préambule du Contrat
- « **Cession de PI** » : a le sens qui lui est donné au (E) du préambule du Contrat
- « **Cessionnaire** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat
- « **Contrat** » : a le sens qui lui est donné au (G) du préambule du Contrat
- « **Contrats Antérieurs** » : a le sens qui lui est donné au (D) du préambule du Contrat
- « **Contrat d'Exploitation** » : a le sens qui lui est donné au (D) du préambule du Contrat
- « **Date de Réalisation** » : a le sens qui lui est donné à l'Article 3.3. du Contrat
- « **Droit de PI** » : a le sens qui lui est donné au (D) du préambule du Contrat
- « **Etablissements Publics Copropriétaires** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat
- « **INSERM** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat
- « **Logiciels** » : a le sens qui lui est donné au (D) du préambule du Contrat
- « **Mandataire Unique** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat
- « **Partie(s)** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat

DS
NP

DS
PN

- « **Prix de Cession** » : a le sens qui lui est donnée à l'Article 3.2. du Contrat
- « **SATT AXLR** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat
- « **SEQONE** » : a le sens qui lui est donné en tête du Contrat
- « **Société** » : a le sens qui lui est donnée en tête du Contrat
- « **UM** » : a le sens qui lui est donnée en tête du Contrat

ARTICLE 2 – OBJET ET CONTENU DU CONTRAT

- 2.1. Le présent Contrat :
- 2.1.1. a pour objet de déterminer les termes et conditions de la Cession de PI par les Cédants au Cessionnaire ;
 - 2.1.2. est exclusivement composé des présentes et de leurs Annexes ci-après qui forment un ensemble indivisible ;
 - 2.1.3. constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties concernant son objet : il annule et remplace tous les autres accords, lettres d'intention, déclarations et garanties, ainsi que tous usages commerciaux, écrits ou oraux, intervenus entre les Parties antérieurement ;
 - 2.1.4. ne peut être amendé que par un écrit signé par toutes les Parties : il est donc formellement convenu que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties dans l'application de tout ou partie des engagements prévus, quelles qu'en aient pu être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du Contrat ni générer un droit quelconque.
- 2.2. L'annulation éventuelle d'une ou plusieurs clauses du Contrat par une décision de justice ou d'un commun accord entre les Parties ne saurait porter atteinte à ses autres stipulations qui continueront de produire leur plein et entier effet. Au cas où l'exécution de l'une ou plusieurs des clauses du Contrat serait rendue impossible du fait de son annulation, les Parties tenteront de se rapprocher afin d'établir une nouvelle clause dont l'esprit et la lettre seront aussi proches que possible de l'ancienne clause, les autres stipulations du Contrat demeurant en vigueur.

ARTICLE 3 – CESSION DE PI

- 3.1. Par la présente Cession de PI, les Cédants cèdent, sans exception ni réserve, sans limitation territoriale, pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits prévue tant par les législations françaises qu'étrangères et par les conventions internationales, au Cessionnaire, qui l'accepte sans aucune autre garantie que celles résultant de leurs déclarations et de l'existence matérielle et de la propriété des Droits de PI, l'intégralité des quotes-parts de propriété qu'ils détiennent sur le Brevet et les Logiciels, à savoir :
- 3.1.1. FUM cède à SEQONE :
 - 3.1.1.1. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 6,81%, dans le Logiciel SeqOne-platform V1.1 (DBS1657/DL1902) ;
 - 3.1.1.2. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 6,98%, dans le Logiciel SeqOne-platform V1.2 (DBS1901/DL1903) ;
 - 3.1.1.3. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 6,81%, dans le Brevet ;

DS
N/P

DS
PN

3.1.2. FINSERM cède à SEQONE :

- 3.1.2.1. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 6,81%, dans le Logiciel SeqOne-plateform V1.1 (DBS1657/DL1902) ;
- 3.1.2.2. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 6,98%, dans le Logiciel SeqOne-plateform V1.2 (DBS1901/DL1903) ;
- 3.1.2.3. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 6,81%, dans le Brevet.

3.1.3. la SATT AXLR cède à SEQONE :

- 3.1.3.1. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 66,38%, dans le Logiciel SeqOne-plateform V1.1 (DBS1657/DL1902) ;
- 3.1.3.2. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 40,80%, dans le Logiciel SeqOne-plateform V1.2 (DBS1901/DL1903) ;
- 3.1.3.3. l'intégralité de sa quote-part de propriété, soit 66,38%, dans le Brevet.

3.2. La présente Cession comprend :

- 3.2.1. s'agissant du Brevet : l'ensemble des droits associés au Brevet notamment l'intégralité des droits sur l'invention couverte par le Brevet, le droit de déposer de nouvelles demandes de brevet et le droit de priorité ;

- 3.2.2. s'agissant des Logiciels : les droits patrimoniaux suivants, sans que cette liste soit limitative :

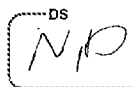
- 3.2.2.1. le droit de reproduire ou de faire reproduire par un tiers, à titre onéreux ou gratuit, de façon permanente ou temporaire les Logiciels, en tout ou partie, en toutes langues, par quelque moyen ou procédé connu ou encore inconnu à la date des présentes, sous quelque forme et sur tout support connu ou encore inconnu à la date des présentes, et en particulier (sans que cette liste ne soit limitative), sur support papier ou numérique, sur support promotionnel tel qu'affiches, matériel de promotion sur les lieux de vente, objets publicitaires, insertions dans la presse, télévision, imprimé, radio, fabrication et commercialisation d'objets promotionnels, site internet, sur support textile, carton, plastique, bois, en trois dimensions, phonogrammes ou vidéogrammes et sur tous supports utilisés dans l'environnement informatique, y compris, sans limitation DVD, CD, mémoires flash, disques durs, disquettes, cassettes ou cartouches, en tous formats, toutes couleurs ou dégradés de couleurs, sans limitation de tirage. Ce droit de reproduction inclut notamment le droit de télécharger, afficher, transmettre et stocker tous les Logiciels ;

- 3.2.2.2. le droit de représenter, de faire représenter et communiquer au public les Logiciels et leurs adaptations, en toutes langues, que ce soit occasionnellement, en permanence ou sur demande, par quelque moyen ou procédé connu ou encore inconnu à la date des présentes, y compris, sans limitation, par fil ou sans fil, numériques ou non numériques, télévision (hertz, satellite, câble), magazines, photographies, articles de presse, cartes postales, ou par diffusion et transmission sur Internet, par diffusion sur les réseaux de téléphonie mobile, par impression, par représentation sur les appareils sans fil tels que téléphones portables ou tablettes tactiles et d'assurer la présentation au public de ces Logiciels, dans le cadre d'action de communication publique tant à usage publicitaire, de divertissement qu'informationnel, tant par voie de télédiffusion que par voie d'affichage ou d'exposition ;

DS
NP

DS
PN

- 3.2.2.3. le droit d'éditer, de faire éditer, de distribuer et de commercialiser les droits afférents aux originaux ou à des copies des Logiciels à l'égard de tous publics, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, sur tout support connu ou encore inconnu à la date des présentes, et par tous les processus techniques et commerciaux. Ces droits comprennent le droit de vendre, prêter, licencier, louer, distribuer, télécharger ces Logiciels en toutes langues et par quelque moyen ou procédé que ce soit connu ou encore inconnu à la date des présentes ;
- 3.2.2.4. les droits d'adapter, d'arranger, de modifier, de corriger, d'améliorer en ajoutant ou en enlevant des éléments, d'intégrer sous quelque forme ou représentation de tout ou partie des Logiciels, dans n'importe quel format connu ou encore inconnu à la date des présentes, en particulier en vue de (i) l'intégration de nouveaux éléments dans ces Logiciels ou (ii) l'intégration de ces Logiciels dans une œuvre composite, ainsi que le droit de reproduction des œuvres résultant de ces adaptations, aménagements, modifications et intégrations ;
- 3.2.2.5. le droit de traduire les Logiciels dans n'importe quel(le) langue ou langage informatique et le droit de représenter, diffuser et adapter ces traductions, tel que décrit dans les paragraphes précédents ;
- 3.2.2.6. les Parties reconnaissent expressément que conformément aux dispositions de l'article L. 131-4 5° du Code de la propriété intellectuelle, le prix de la Cession a été fixé forfaitairement.
- 3.3. La présente Cession de PI est réalisée moyennant un prix global et forfaitaire de 1 € HT (un euro hors taxes) versé par virement par le Cessionnaire sur le compte bancaire de la SATF AXLR dont les coordonnées lui ont été préalablement transmises (ci-après le « **Prix de Cession** »). Les Parties déclarent et reconnaissent que le Prix de Cession, qui a été librement négocié entre elles, est sincère et véritable et constitue une contrepartie juste et équitable conformément à ce qui avait été convenu dans le Contrat d'Exploitation.
- 3.4. Sous réserve du parfait encaissement définitif du Prix de Cession par les Cédants et de la réalisation définitive de la Cession des Actions qui est une condition essentielle et déterminante de la présente Cession de PI, le transfert de propriété des Droits de PI intervient au jour de la signature du Contrat par l'ensemble des Parties (ci-après la « **Date de Réalisation** »), étant précisé que :
- 3.4.1. le Cessionnaire devient le seul et unique propriétaire des Droits de PI, soit 100% des Logiciels et du Brevet, dont il a la pleine et entière jouissance et peut en disposer seul comme bon lui semble, notamment les céder, les exploiter directement ou indirectement, les perfectionner, les déposer, les étendre y compris sous priorité unioniste, les renouveler, les abandonner, ou encore les protéger dans le cadre d'une action en nullité ou en contrefaçon, en demande comme en défense, y compris pour des faits antérieurs à la Cession et non prescrits, en ce compris le droit au bénéfice de tout dommages-intérêts ou réparation en nature qui serait ordonnés par une juridiction ;
- 3.4.2. tous les Contrats Antérieurs sont définitivement éteints, les Cédants reconnaissant ne plus détenir le moindre droit sur les Logiciels et le Brevet et n'avoir aucune créance ni réclamation à l'encontre du Cessionnaire au titre des Contrats Antérieurs, notamment qu'aucune redevance d'exploitation ou remboursement des frais de dépôt, de maintien ou d'extension de propriété intellectuelle ne leur est due ;
- 3.4.3. le Cessionnaire est seul tenu d'acquitter tous les frais de dépôt, d'enregistrement, d'extension et de renouvellement des Droits de PI ;




- 3.4.4. le Cessionnaire s'engage à réaliser à ses seuls frais auprès des offices compétents toutes les formalités nécessaires afin de rendre la présente Cession de PI opposables au tiers.

ARTICLE 4 – DECLARATIONS DES CEDANTS

- 4.1. Les Cédants déclarent et garantissent au Cessionnaire :
- 4.1.1. qu'ils ont la propriété pleine et entière des Droits de PI qu'ils cèdent par les présentes ;
 - 4.1.2. qu'ils n'ont consenti aucun droit sur les Droits de PI, notamment tout privilège, gage, nantissement, sûreté, démembrement ou autre charge ou restriction au droit de propriété plein et entier, autre que la licence consentie au Cessionnaire conformément au Contrat d'Exploitation ;
 - 4.1.3. n'avoir aucun litige quant à la propriété des Droits de PI et en jouir paisiblement ;
 - 4.1.4. qu'à leur connaissance, l'exploitation des Droits de PI ne viole ni ne contrefait aucun autre droit protégé appartenant à un tiers ;
 - 4.1.5. qu'ils lui ont fourni toutes les informations en leur possession et n'ont omis de lui divulguer aucun élément qui pourrait affecter défavorablement et substantiellement les Droits de PI et leur exploitation.
- 4.2. Les Cédants ne donnent pas d'autre garantie que celles résultant de leurs déclarations et de l'existence matérielle et de la propriété des Droits de PI. Au cas où tout ou partie des Droits de PI viendrait à être déclaré nul par une décision d'une institution administrative ou judiciaire, le Cessionnaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité compensatoire ni au remboursement à son profit des sommes déjà versées aux Cédants.
- 4.3. Les Cédants s'engagent à fournir toutes informations et signer tous documents nécessaires à l'accomplissement des formalités nécessaires pour donner plein effet à la présente Cession de PI, notamment de signer toute version simplifiée du présent Contrat expurgée de ses éléments confidentiels.

ARTICLE 5 – DECLARATIONS DU CESSIONNAIRE

- 5.1. Le Cessionnaire déclare et garantit aux Cédants :
- 5.1.1. avoir été pleinement informé de l'état actuel des Droits de PI ;
 - 5.1.2. que les Droits de PI lui sont cédés à ses risques et périls, sans autre garantie que celles résultant de leurs déclarations et de l'existence matérielle et de la propriété des Droits de PI, de sorte que dans le cas où tout ou partie des Droits de PI viendrait à être déclaré nul par une décision d'une institution administrative ou judiciaire, le Cessionnaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité compensatoire ni au remboursement à son profit des sommes déjà versées aux Cédants ;
 - 5.1.3. disposer de toutes les informations nécessaires concernant les Droits de PI et leur exploitation, les Cédants ne s'engageant en aucune manière à lui fournir la moindre assistance technique concernant les Logiciels et le Brevet ;
 - 5.1.4. être d'ores et déjà en relation avec les cabinets de propriété intellectuelle en charge des Droits de PI, qui pourront lui transmettre tous les documents en leur possession justifiant de la propriété des Droits de PI.

DS
NP

DS
PN

ARTICLE 6 – CONTREFACON & NON-CONCURRENCE

- 6.1. Les Cédants s'interdisent, sans limitation de durée, toute exploitation directe ou indirecte des Droits de PI ainsi que toute action qui serait susceptible de porter préjudice ou de nuire à l'exploitation par le Cessionnaire des Droits de PI.
- 6.2. Les Parties s'engagent à ne pas contester la validité des Droits de PI.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

- 7.1. Sous peine de dommages-intérêts, chacune des Parties s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations concernant l'autre Partie qui ne sont pas dans le domaine public et qui lui auront été communiquées dans le cadre de la négociation, de la conclusion et de l'exécution du Contrat, et s'interdit donc expressément de les divulguer à quelque personne et sous quelque forme que ce soit sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.
- 7.2. Les stipulations du Contrat sont strictement confidentielles et ne pourront être communiquées à des tiers qu'avec l'accord préalable et écrit des Parties. Toute utilisation des noms, des dénominations sociales, des droits notamment de propriété intellectuelle des Parties et plus généralement toute communication devra être préalablement être validée par écrit par les Parties quant à son contenu et à son support.
- 7.3. Chaque Partie pourra toutefois communiquer toute information confidentielle reçue de l'autre Partie à ses actionnaires, et à conseils (avocats, expert-comptable, commissaire aux comptes, banquier) légalement tenus d'une obligation de secret professionnel lorsqu'une telle communication sera nécessaire.
- 7.4. En cas d'obligation de communiquer une information confidentielle du fait d'une obligation administrative ou judiciaire, la Partie ayant transmis cette information sera sollicitée afin de pouvoir s'opposer à ou limiter l'étendue de la communication.

ARTICLE 8 – IMPOTS, FRAIS, TAXES, HONORAIRES ET FORMALITES

- 8.1. A l'exception des impositions personnelles des Cédants, toutes les impositions, taxes, droits et frais qui seraient dus en conséquence du présent Contrat, notamment auprès des registres nationaux ou internationaux concernés, seront à la charge exclusive du Cessionnaire qui s'engage à les payer en temps utile, à procéder à toute formalité nécessaire et à en justifier aux Cédants à première demande.
- 8.2. Chaque Partie conservera à sa charge les frais et honoraires de ses Conseils l'ayant assisté dans la négociation et la rédaction des présentes.
- 8.3. Le porteur des présentes se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir toutes formalités notamment de publicité.

ARTICLE 9 – ELECTION DE DOMICILE

- 9.1. Les Parties font élection de domicile aux adresses mentionnées dans la comparution des Parties à l'acte.
- 9.2. Afin de lui être opposable, toute modification devra être notifiée à l'autre Partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre support durable écrit permettant de ménager une preuve de l'envoi ou par acte extrajudiciaire.

DS
NP

DS
PN

ARTICLE 10 – DROIT APPLICABLE ET LITIGES

- 10.1. Le Contrat est exclusivement régi par le droit français. De convention expresse, les Parties conviennent d'écarter les dispositions de l'article 1195 du Code civil.
- 10.2. Tous les litiges relatifs à la conclusion, à l'existence, à la validité, à l'interprétation, à l'exécution et à la résiliation du Contrat, ainsi qu'à leurs conséquences et à leurs suites, seront soumis à la compétence exclusive du tribunal compétent dans le ressort de la cour d'appel de Paris, y compris en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, à l'exception des litiges relevant de la compétence exclusive des Tribunaux Judiciaires, notamment du Tribunal Judiciaire de Paris.

ARTICLE 11 – CAPACITE, POUVOIR ET CONSENTEMENT

- 11.1. Les Parties déclarent, reconnaissent et garantissent :
- 11.1.1. que les négociations ayant précédé la conclusion du Contrat ont été conduites de bonne foi ;
 - 11.1.2. s'être mutuellement communiqué toute information susceptible de déterminer leur consentement et qu'elles pouvaient légitimement ignorer ;
 - 11.1.3. avoir disposé de tout le temps, de toutes les informations et de tous les moyens nécessaires et utiles, ainsi que de l'assistance de leurs conseils respectifs pour étudier, négocier et signer le présent Contrat en toute connaissance de cause ;
 - 11.1.4. qu'après cette négociation librement menée du Contrat, leur consentement y est donné sans aucune contrainte et en parfaite connaissance des droits et obligations qu'il prévoit, de sorte que le Contrat exprime leur volonté libre et éclairée ;
 - 11.1.5. qu'elles respectent et respecteront en tous points les conventions internationales, lois, règlements, règles et usages de la profession qui leur sont applicables, notamment en matière fiscale, en matière sociale, en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, en matière de lutte contre la fraude et la corruption ;
 - 11.1.6. qu'elles n'ont rien fait et ne feront rien, directement ou indirectement, par quelque moyen que ce soit, qui puisse porter atteinte aux intérêts ou à l'image de l'autre Partie.
- 11.2. Chacune des Parties déclare, reconnaît et garantit également, pour ce qui la concerne :
- 11.2.1. que les éléments de son identification indiqués dans la comparution des Parties au présent Contrat sont exacts ;
 - 11.2.2. qu'elle est une entité régulièrement constituée et immatriculée selon les règles qui lui sont applicables ;
 - 11.2.3. qu'elle a la capacité, le pouvoir et toutes les autorisations nécessaires pour conclure le présent Contrat, qui ne constitue pas une violation d'une obligation envers un tiers ;
 - 11.2.4. qu'elle n'est pas en état de cessation de paiements et ne fait l'objet d'aucune procédure d'insolvabilité, notamment d'aucune procédure de conciliation, de mandat ad hoc, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire.
- 11.3. Chacun des signataires des présentes déclare, reconnaît et garantit qu'il a la capacité, le pouvoir et toutes les autorisations nécessaires pour signer le présent Contrat au nom et pour le compte de la personne morale qu'il représente.

DS
NP

DS
PN

ARTICLE 12 – SIGNATURES ELECTRONIQUES

- 12.1. Conformément aux dispositions des articles 1366 and 1367 du Code civil, le présent Contrat est signé électroniquement par le procédé DOCUSIGN.
- 12.2. Chacune des Parties reconnaît avoir reçu toutes les informations nécessaires pour la signature électronique du présent Contrat et avoir signé électroniquement le présent Contrat en parfaite connaissance de la technologie utilisée, de ses termes et conditions, et, par conséquent, renonce à toute demande, revendication ou action judiciaire ayant pour objet ou pour effet de remettre en cause la fiabilité ou la validité de la signature électronique du présent Contrat et/ou de son intention de conclure le présent Contrat.
- 12.3. Conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code civil, l'exigence d'une pluralité d'originaux satisfaite pour le présent Contrat sous forme électronique par la remise d'une copie électronique du présent Contrat à chacune des Parties par DOCUSIGN directement qui constitue une preuve suffisante et irréfutable des engagements et obligations de chacune des Parties.

A Montpellier, le 27 janvier 2022,

DocuSigned by:
Philippe Nérin
FFA03D1795444BD...

Le Cédant
SATT AXLR
Représentée par Monsieur Philippe Nérin
Président

DocuSigned by:
Philippe Nérin
FFA03D1795444BD...

Le Cédant
UM
Représentée par la SATT AXLR

DocuSigned by:
[Signature]
A5E588810C4E41C...

Le Cessionnaire
SEQONE
Représentée par Monsieur Nicolas Philippe
Président

DocuSigned by:
Philippe Nérin
FFA03D1795444BD...

Le Mandant
INSERM
Représentée par l'UM en sa qualité de
Mandataire Unique, elle-même représentée
par la SATT AXLR

ANNEXE 1

-

BREVET

Brevet : Architecture pour l'analyse de données génomiques**Inventeurs :**

- Guillaume Buwalda
- Nicolas Philippe

Dépôt prioritaire France :

- Numéro : FR1562828
- Déposant(s) de la demande prioritaire : SATT AXLR
- Date de dépôt : 18/12/2015
- Date de première publication : 23/06/2017
- Date de délivrance de la demande prioritaire : 14/06/2019

Extension PCT (*déchue depuis lors car ayant donné lieu aux Phases nationales ci-dessous*) :

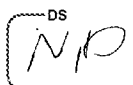
- Numéro de dépôt de la demande PCT : PCT/EP2016/081575
- Date de dépôt de la demande PCT : 16/12/2016
- Numéro de publication de la demande PCT : WO2017103202
- Date de publication de la demande PCT : 22/06/2017
- Déposants de la demande PCT : SATT AXLR, UM et INSERM

Phases nationales :

- **États-Unis (US)**
 - N° 16061560
 - Date de publication US : 13/06/2019 sous le numéro US 2019/0180847
 - Déposants : SATT AXLR, UM, INSERM et SEQONE
- **Européen (EP)**
 - N°2016EP-0825361
 - EP3391262 première publication le 24/10/2018
 - Déposants : SATT AXLR, UM, INSERM et SEQONE
- **Canada (CA)**
 - N° 2016CA-3007895
 - Date de publication CA : 22/06/2017 sous le numéro CA3007895
 - Déposants : SATT AXLR, UM, INSERM et SEQONE
- **Chine (CN)**
 - N°CN2016800723879
 - CN108475302 première publication le 31/08/2018
 - Déposants : SATT AXLR, UM, INSERM et SEQONE

Quotes-parts de copropriété :

SEQONE	20,00%
SATT AXLR	66,38%
UNIVERSITE MONTPELLIER	6,81%
INSERM	6,81%
	100,00%




ANNEXE 2
-
LOGICIELS

I. DBS1657 : Logiciel : SeqOne-platform V1.1

Auteurs :

- Nicolas Philippe
- Guillaume Buwalda
- Sacha Beaumeunier
- Dimitri Larue
- Abdoulaye Diallo

Dépôt APP :

- Numéro : IDDN.FR.001.320003.000.S.C.2019.000.31230
- Déposant(s): SATT AXLR, UM, INSERM et SEQONE
- Date de dépôt : 29/07/2019

Quotes-parts de copropriété :

SEQONE	20,00%
SATT AXLR	66,38%
UNIVERSITE MONTPELLIER	6,81%
INSERM	6,81%

100,00%

DS
NIP

DS
PN

II. DBS1901 : LOGICIEL SeqOne-platform V1.2

Auteurs :

- Nicolas Philippe
- Guillaume Buwalda
- Sacha Beaumeunier
- Dimitri Larue
- Abdoulaye Diallo
- Jérôme Audoux
- Anissa Zouaoui
- Maylanie Mesnier

Dépôt APP :

- Numéro : FR.001.320003.001.S.C.2019.000.31230.
- Déposant(s) de la demande prioritaire : SATT AXLR, UM, INSERM et SEQONE
- Date de dépôt : 30/07/2019

Quotes-parts de copropriété :

SEQONE	45,24%
SATT AXLR	40,80%
UNIVERSITE MONTPELLIER	6,98%
INSERM	6,98%

100,00%

DS
N/P

DS
PN

ANNEXE 3
-
Mandat SATT AXLR

DS
NIP

DS
PN

ASSIGNMENT OF INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS

BETWEEN THE UNDERSIGNED :

1. AXLR, SATT OCCITANIE MEDITERRANEE, a simplified joint stock company with a capital of 1 112 000 euros, whose registered office is located at Bâtiment 6 - 950, rue Saint-Priest - 34090 Montpellier, registered in the Montpellier Trade and Companies Register under number 753 642 248, duly represented by its president, Mr Philippe Nérin

hereinafter referred to as the "**SATT AXLR**",

2. UNIVERSITY OF MONTPELLIER, a public scientific, cultural and professional institution, registered in the SIRENE register under number 130 020 548, whose head office is located at 163 rue Auguste Broussonet - 34090 Montpellier, duly represented by SATT AXLR by virtue of a mandate attached hereto

hereinafter referred to as the "**UM**" or the "**Sole Agent**",

3. INSERM TRANSFERT, a public limited company with a board of directors and supervisory board with a capital of 9 573 470 euros, having its registered office at 7, rue Watt - 75013 Paris, registered in the Paris Trade and Companies Register under number 434 033 619, represented by its Chairman of the Board of Directors, Pascale Augé, acting in as delegate of the **INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE**, a national public institution of an administrative nature, registered in the the number 180 036 048, whose registered office is located at 101 rue de Tolbiac - 75013 Paris, duly represented by the UM in its capacity as Sole Trustee, itself represented by SATT AXLR under a mandate attached hereto

hereinafter referred to as the "**INSERM**",

The UM and INSERM are hereinafter referred to hereinafter collectively referred to as the "**Co-owning Public Establishments**",

SATT AXLR and the Co-owning Public Establishments are hereinafter collectively referred to as the "**Assignor**",

On the one hand,

AND :

4. SEQONE, a simplified joint stock company with a capital of 29 491 euros, having its registered office at 22 rue Durand - 34000 Montpellier, registered with the Montpellier Trade and Companies Registry under number 829 581 586 duly represented by its Chairman, Mr. Nicolas Philippe

Hereinafter referred to as the "**Assignee**", the "**Company**" or "**SEQONE**",

NP

PN

On the other hand,

hereinafter collectively referred to as the "**Parties**" and individually as the "**Party**",

THE FOLLOWING IS RECALLED:

- (A) The Parties have signed framework agreements defining the terms and conditions for carrying out the investment, development and service activities entrusted by the Co-owning Public Establishments to SATT AXLR.
- (B) In accordance with the provisions of the PACTE law, the Co-owning Public Establishments have appointed the UM as Sole Trustee.
- (C) The Parties have also entered into a standard maturation agreement on October 28, 2016.
- (D) In this context, SATT AXLR has notably entered into the following agreements with the Company (hereinafter collectively the "**Previous Agreements**"):
- A Technology Investment Agreement on March 20, 2017, as amended by an amendment No. 1 dated July 7, 2017 and then an amendment No. 2 dated May 7, 2019;
 - A partial patent assignment agreement on May 30, 2017, as amended by an amendment No. 1 dated May 21, 2019;
 - A partial copyright assignment contract on May 30, 2017;
 - An operating agreement on May 31, 2017, as amended by an amendment no. 1 dated March 1, 2019 and an amendment no. 2 dated July 10, 2019, under the terms of which SATT AXLR granted the Company an exclusive license to operate the patent mentioned in Appendix 1 (hereinafter the "**Patent**") and the rights to the software mentioned in Appendix 2 (hereinafter the "**Software**") (hereinafter collectively the "**IP Rights**") : the operating agreement provides in particular for the possibility for the Company to acquire all of the ownership shares of the IP Rights of the co-owning Public Establishments and of SATT AXLR (hereinafter the "**Operating Agreement**");
 - A partnership maturation agreement on July 27, 2017.
- (E) In the context of the fundraising carried out by the Company, it was notably decided that SATT AXLR would sell to the investors the 2,011 shares it holds in the Company's capital for a total price of 2 334 771 € (two million three hundred and thirty-four thousand seven hundred and seventy-one euros) (hereinafter the "**Share Transfer**"), subject to the condition precedent of the final completion of the fund raising and the signature of a contract transferring to the Company all the ownership shares of the IP Rights of the Co-owning Public Establishments and of the AXLR SATT, for a global price of € 1 (hereinafter the "**IP Transfer**").

ns
NP

ns
PN

(F) To date, the Parties are co-owners of the Patent and the Software, whose co-ownership shares are distributed as follows :

- Patent:
 - o SEQONE 20.00
 - o SATT AXLR 66.38% o UNIVERSITE MONTPACK
 - o UNIVERSITE MONTPELLIER 6.81%
 - o INSERM 6.81%
- Software SeqOne-plateform V1.1 (DBS1657/DL1902) :
 - o SEQONE 20,00%
 - o SATT AXLR 66,38%
 - o UNIVERSITE MONTPELLIER 6,81%
 - o INSERM 6,81%
- Logiciel SeqOne-plateform V1.2 (DBS1901/DL1903) :
 - o SEQONE 45,24%
 - o SATT AXLR 40,80%
 - o UNIVERSITE MONTPELLIER 6,98%
 - o INSERM 6,98%

(G) In this context, the Parties have agreed to set forth in this agreement (hereinafter the "**Agreement**") the terms and conditions of the IP Assignment.

WITH THIS IN MIND, IT IS AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

1.1. As used herein, the following terms shall have the following meanings:

"**Article**" means an article of the Contract

"**Patent**" has the meaning given to it in (D) of the preamble to the Agreement

"**Assignors**" has the meaning set forth at the beginning of the Agreement

"**Assignment of Shares**" has the meaning set forth in (E) of the preamble to the Agreement

"**Assignment of IP**" has the meaning set forth in (E) of the preamble to the Agreement

"**Assignee**" has the meaning set out in the heading to the Contract

"**Contract**" has the meaning set forth in (G) of the preamble to the Contract

ns
NP

ns
PN

"**Prior Contracts**" has the meaning set forth in (D) of the preamble to the Contract

"**Operating Agreement**" has the meaning set forth in (D) of the preamble to the Contract

"**Completion Date**" has the meaning set forth in Section 3.3. of the Agreement

"**IP Right**" has the meaning set forth in (D) of the preamble to the Contract

"**Co-Owners Public Entities**" has the meaning set forth at the beginning of the Contract

"**INSERM**" has the meaning given to it at the beginning of the Contract

"**Software**" has the meaning given to it in (D) of the preamble to the Contract

"**Sole Agent**" has the meaning set forth at the beginning of the Agreement

"**Party or Parties**" has the meaning given to it at the beginning of the Contract

"**Transfer Price**" has the meaning given to it in Article 3.2 of the Contract

"**SATT AXLR**": has the meaning given to it at the beginning of the Contract

"**SEQONE**": has the meaning given to it at the beginning of the Contract

"**Company**" has the meaning given to it at the beginning of the Contract

"**UM**": has the meaning given to it at the beginning of the Contract

ARTICLE 2 - PURPOSE AND CONTENT OF THE CONTRACT

2.1. This Agreement:

2.1.1. is intended to determine the terms and conditions of the IP Assignment by the Assignors to the Assignee;

2.1.2. consists exclusively of this Agreement and the Schedules hereto, which form an indivisible whole;

2.1.3. constitutes the entire agreement between the Parties concerning its subject matter: it cancels and replaces all other agreements, letters of intent, representations and warranties, as well as all commercial practices, whether written or oral, previously entered into between the Parties;

NS
NP

NS
PN

2.1.4. may only be amended by a written document signed by all the Parties: it is therefore formally agreed that any tolerance or waiver by one of the Parties in the application of all or part of the undertakings provided for, regardless of the frequency and duration thereof, shall not be deemed to constitute a modification of the Contract or to generate any right whatsoever.

2.2. The possible cancellation of one or more clauses of the Contract by a court decision or by mutual agreement between the Parties shall not affect its other stipulations, which shall continue to have full and complete effect. In the event that the performance of one or more of the clauses of the Contract is rendered impossible as a result of its cancellation, the Parties shall attempt to come together in order to establish a new clause whose spirit and letter shall be as close as possible to the old clause, with the other provisions of the Contract remaining in force.

ARTICLE 3 - ASSIGNMENT OF RIGHTS

3.1. By the present IP Assignment, the Assignors assign, without exception or reservation, without territorial limitation, for the whole world and for the legal duration of protection of the rights provided for by French and foreign legislation and by international conventions, to the Assignee, who accepts it without any guarantee other than those resulting from their declarations and from the material existence and ownership of the IP Rights, the entirety of the shares of ownership that they hold in the Patent and the Software, namely :

3.1.1. UM assigns to SEQONE:

3.1.1.1. its entire share of ownership, i.e. 6.81%, in the SeqOne-platform V1.1 Software (DBS1657/DL1902);

3.1.1.2. its entire share of ownership, i.e. 6.98%, in the SeqOne-platform V1.2 Software (DBS1901/DL1903);

3.1.1.3. its entire share of ownership, i.e. 6.81%, in the patent ;

3.1.2. INSERM assigns to SEQONE :

3.1.2.1. its entire share of ownership, i.e. 6.81%, in the SeqOne-platform V1.1 Software (DBS1657/DL1902) ;

3.1.2.2. its entire share of ownership, i.e. 6.98%, in the SeqOne-platform V1.2 Software (DBS1901/DL1903);

3.1.2.3. its entire share of ownership, i.e. 6.81%, in the Patent.

3.1.3. SATT AXLR assigns to SEQONE :

3.1.3.1. its entire share of ownership, i.e. 66.38%, in the SeqOne-platform V1.1 Software (DBS1657/DL1902) ;

ns
NP

ns
PN

3.1.3.2. its entire share of ownership, i.e. 40.80%, in the SeqOne-platform V1.2 Software (DBS1901/DL1903);

3.1.3.3. its entire share of ownership, i.e. 66.38%, in the Patent.

3.2. This Assignment includes:

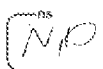
3.2.1. with respect to the Patent: all rights associated with the Patent, including all rights to the invention covered by the Patent, the right to file new patent applications and the right of priority;

3.2.2. with respect to Software: the following economic rights, without this list being limitative

3.2.2.1. the right to reproduce or have reproduced by a third party, for a fee or free of charge, permanently or temporarily, the Software, in whole or in part, in any language, by any means or process known or still unknown at the date hereof, in any form and on any medium known or still unknown at the date hereof, and in particular (without this list being limitative), on paper or digital media, on promotional media such as posters, promotional material at points of sale advertising objects, insertions in the press, television, print, radio, manufacture and marketing of promotional objects, Internet site, on textile, cardboard, plastic, wood, three-dimensional media, phonograms or videograms and on all media used in the computer environment, including, without limitation, DVDs, CDs, flash memories, hard disks, floppy disks, cassettes or cartridges, in all formats, all colors or gradations of color, without limitation of print run. This right to reproduce includes the right to download, display, transmit and store all Software;

3.2.2.2. the right to represent, have represented and communicate to the public the Software and its adaptations, in all languages, whether occasionally, permanently or on request, by any means or process known or still unknown at the date hereof, including, without limitation, by wire or wireless, digital or non-digital, television (hertz, satellite, cable), magazines, photographs, press articles, postcards or by broadcasting and transmission on the Internet, by broadcasting on cell phone networks, by printing, by representation on wireless devices such as cell phones or touch tablets and to ensure the presentation of this Software to the public, within the framework of public communication action for advertising, entertainment or informational purposes, by broadcasting as well as by posting or ;

3.2.2.3. the right to publish, have published, distribute and market the rights pertaining to the originals or copies of the Software to all audiences, whether free of charge or against payment, on any medium known or unknown at the date hereof, and by all technical and commercial processes. These rights include the right to sell, loan, license, rent, distribute, download this Software in any language and by any means or process whatsoever, known or unknown at the date hereof;



3.2.2.4. the rights to adapt, arrange, modify, correct, improve by adding or removing elements, integrate in any form or representation all or part of the Software, in any format known or as yet unknown at the date hereof, in particular with a view to (i) integrating new elements into this Software or (ii) integrating this Software into a composite work, as well as the right to reproduce the works resulting from these adaptations, arrangements, modifications and integrations;

3.2.2.5. the right to translate the Software into any language or computer language and the right to represent, distribute and adapt these translations, as described in the preceding paragraphs;

3.2.2.6. the Parties expressly acknowledge that, in accordance with the provisions of Article L. 131-4 5° of the French Intellectual Property Code, the price of the Assignment has been set at a flat rate.

3.3. The present IP Assignment is made in return for a global and fixed price of 1 € excluding tax (one euro excluding tax) paid by the Assignee to the bank account of SATT AXLR, the details of which have been sent to it beforehand (hereinafter the "Assignment Price"). The Parties declare and acknowledge that the Assignment Price, which has been freely negotiated between them, is sincere and true and constitutes a fair and equitable consideration in accordance with what was agreed in the Operating Agreement.

3.4. Subject to the full and final receipt of the Assignment Price by the Assignors and the final completion of the Assignment of Shares, which is an essential and determining condition of this Assignment of IP, the transfer of ownership of the IP Rights shall take place on the date of signature of the Agreement by all the Parties (hereinafter the "Completion Date"), it being specified that :

3.4.1. the Assignee becomes the sole and unique owner of the IP Rights, i.e. 100% of the Software and the Patent, which he/she has full and complete enjoyment of and may dispose of as he/she sees fit, in particular transferring them, exploiting them directly or indirectly, perfecting them, registering them, extending them, including under unionist priority renew them, abandon them, or protect them in the context of an action for invalidity or infringement, whether as plaintiff or defendant, including for facts prior to the Assignment and not time-barred, including the right to the benefit of any damages or reparation in kind ordered by a court;

3.4.2. all Prior Agreements are definitively terminated, the Assignors acknowledging that they no longer have any rights in the Software and the Patent and that they have no claims against the Assignee under the Prior Agreements, in particular that no royalties or reimbursement of the costs of registration, maintenance or extension of the intellectual property are due to them;

3.4.3. the Assignee shall be solely responsible for paying all costs of filing, registering, extending and renewing the IP Rights;

NP

PN

3.4.4. the Assignee undertakes to carry out, at its own expense, all the formalities necessary to make this IP Assignment enforceable against third parties.

ARTICLE 4 - DECLARATIONS BY THE ASSIGNORS

4.1. The Assignors declare and warrant to the Assignee :

4.1.1. that they have full and complete ownership of the IP Rights that they hereby assign;

4.1.2. they have not granted any rights in the IP Rights, including any liens, pledges, security interests, encumbrances or other encumbrances or restrictions on full ownership, other than the license granted to the Assignee pursuant to the Operating Agreement;

4.1.3. that there is no dispute as to the ownership of the IP Rights and that the IP Rights shall be enjoyed peacefully;

4.1.4. to their knowledge, the exploitation of the IP Rights does not infringe or violate any other protected right belonging to a third party;

4.1.5. that they have provided all information in their possession and have not failed to disclose anything that could materially and adversely affect the IP Rights and their exploitation.

4.2. The Assignors do not give any warranty other than those resulting from their representations and the material existence and ownership of the IP Rights. In the event that all or part of the IP Rights are declared null and void by an administrative or judicial decision, the Assignee shall not be entitled to any compensatory indemnity or to the reimbursement of the sums already paid to the Assignors.

4.3. The Assignors undertake to provide all information and to sign all documents necessary for the completion of the formalities required to give full effect to this IP Assignment, in particular to sign any simplified version of this Agreement redacted of its confidential elements.

ARTICLE 5 - REPRESENTATIONS OF ASSIGNEE

5.1. Assignee represents and warrants to Assignors:

5.1.1. that it has been fully informed of the current status of the IP Rights;

5.1.2. that the IP Rights are assigned to it at its own risk, without any guarantee other than those resulting from its declarations and from the material existence and ownership of the IP Rights, so that in the event that all or part of the IP Rights are declared null and void by a decision of an administrative or judicial institution, the Assignee may not claim any compensatory indemnity or reimbursement to it of the sums already paid to the Assignors;

NP

PN

5.1.3. to have all necessary information concerning the IP Rights and their exploitation, the Assignors not undertaking in any way to provide him with any technical assistance concerning the Software and the Patent;

5.1.4. to be in contact with the intellectual property firms in charge of the IP Rights, which may provide it with all documents in their possession proving the ownership of the IP Rights.

ARTICLE 6 - INFRINGEMENT & NON-COMPETITION

6.1. The Assignors shall refrain, without limitation as to time, from any direct or indirect exploitation of the IP Rights, as well as from any action that might prejudice or harm the exploitation by the Assignee of the IP Rights.

6.2. The Parties undertake not to contest the validity of the IP Rights.

ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITY

7.1. Under penalty of damages, each of the Parties undertakes to consider as strictly confidential all information concerning the other Party that is not in the public domain and that will have been communicated to it within the framework of the negotiation, conclusion and performance of the Contract, and therefore expressly refrains from disclosing it to any person and in any form whatsoever without the express, prior and written consent of the other Party.

7.2. The provisions of the Contract are strictly confidential and may not be communicated to third parties without the prior written consent of the Parties. Any use of the names, corporate names, rights, in particular intellectual property rights, of the Parties and, more generally, any communication must be validated in advance in writing by the Parties as to its content and medium.

7.3. Each Party may, however, communicate any confidential information received from the other Party to its shareholders, and to advisors (lawyers, accountants, auditors, bankers) legally bound by an obligation of professional secrecy when such communication is necessary.

7.4. In the event of an obligation to communicate confidential information due to an administrative or judicial obligation, the Party having transmitted this information will be asked to object to or limit the scope of the communication.

ARTICLE 8 - TAXES, FEES, CHARGES AND FORMALITIES

8.1. With the exception of the personal taxes of the Assignors, all taxes, duties and fees that may be due as a result of this Contract, in particular from the relevant national or international registries, shall be borne exclusively by the Assignee, which undertakes to pay them in due time, to carry out any necessary formalities and to justify them to the Assignors on first request.

8.2. Each Party shall bear the costs and fees of its counsel who assisted it in the negotiation and drafting of this Agreement.

ns
NP

ns
PN

8.3. The bearer of the present document is granted all powers to carry out all formalities, in particular publicity.

ARTICLE 9 - ELECTION OF DOMICILE

9.1. The Parties elect domicile at the addresses mentioned in the appearance of the Parties to the deed.

9.2. In order to be enforceable against it, any modification must be notified to the other Party by registered letter with acknowledgement of receipt or by any other durable written medium allowing proof of dispatch or by extrajudicial act.

ARTICLE 10 - APPLICABLE LAW AND DISPUTES

10.1. The Contract shall be governed exclusively by French law. By express agreement, the Parties agree to disregard the provisions of Article 1195 of the Civil Code.

10.2. All disputes relating to the conclusion, existence, validity, interpretation, performance and termination of the Agreement, as well as their consequences and aftermath, shall be subject to the exclusive jurisdiction of the competent court within the jurisdiction of the Paris Court of Appeal, including in the event of multiple defendants or third party claims, with the exception of disputes falling within the exclusive jurisdiction of the Judicial Courts, in particular the Paris Judicial Court.

ARTICLE 11 - CAPACITY, POWER AND CONSENT

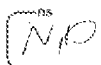
11.1. The Parties declare, acknowledge and guarantee :

11.1.1. that the negotiations preceding the conclusion of the Contract were conducted in good faith;

11.1.2. they have communicated to each other all information likely to determine their consent and of which they could legitimately be unaware

11.1.3. they have had all the time, information and means necessary and useful, as well as the assistance of their respective counsel, to study, negotiate and sign this Contract in full knowledge of the facts;

11.1.4. that after this freely conducted negotiation of the Contract, their consent is given without any constraint and in full knowledge of the rights and obligations it provides for, so that the Contract expresses their free and informed will;

NP

PN

11.1.5 that they respect and will respect in all respects the international conventions, laws, regulations, rules and customs of the profession that are applicable to them, in particular in tax matters, in social matters, in the fight against money laundering and the financing of terrorism, in the fight against fraud and corruption;

11.1.6. that they have not done anything and will not do anything, directly or indirectly, by any means whatsoever, that could damage the interests or image of the other Party.

11.2 Each of the Parties also declares, recognizes and guarantees, as far as it is concerned:

11.2.1. that the elements of its identification indicated in the appearance of the Parties to this Agreement are accurate ;

11.2.2. that it is an entity duly incorporated and registered under the rules applicable to it

11.2.3. it has the capacity, power and authority to enter into this Agreement, which is not a breach of any obligation to any third party;

11.2.4. it is not in a state of suspension of payments and is not the subject of any insolvency proceedings, in particular any conciliation, ad hoc mandate, safeguard, recovery or judicial liquidation proceedings.

11.3 Each of the signatories hereto declares, acknowledges and guarantees that he/she has the capacity, power and all necessary authorizations to sign this Agreement in the name and on behalf of the legal entity he/she represents.

ARTICLE 12 - ELECTRONIC SIGNATURES

12.1. In accordance with the provisions of Articles 1366 and 1367 of the French Civil Code, this Agreement is signed electronically using the DOCUSIGN process.

12.2 Each of the Parties acknowledges having received all the information necessary for the electronic signature of this Agreement and having electronically signed this Agreement with full knowledge of the technology used and its terms and conditions, and therefore waives any claim, demand or legal action having the purpose or effect of calling into question the reliability or validity of the electronic signature of this Agreement and/or its intention to enter into this Agreement.

12.3 In accordance with the provisions of Article 1375 of the French Civil Code, the requirement of a plurality of originals is satisfied for this Agreement in electronic form by the delivery of an

electronic copy of this Agreement to each of the Parties by DOCUSIGN directly, which constitutes sufficient and irrefutable proof of the commitments and obligations of each of the Parties.

In Montpellier, on January 27, 2022,

DocuSigned by:
Philippe Nérin
FFA03D1795444BD...

Assignor
SATT AXLR
Represented by Pilippe Nérin
President

DocuSigned by:
Philippe Nérin
FFA03D1795444BD...

Assignor
UM
Represented by SATT AXLR

DocuSigned by:
[Signature]
ASE588810C4E41C...

Assignee
SEQONE
Represented by Nicolas Philippe
President

DocuSigned by:
Philippe Nérin
FFA03D1795444BD...

Mandator
INSERM
Represented the UM in its
capacity as Sole Trustee,
itself represented by the
SATT AXLR

APPENDIX 1

- PATENT

Patent: Architecture for Genomic Data Analysis

Inventors :

- Guillaume Buwalda
- Nicolas Philippe

Priority filing France :

- Number: FR1562828
- Applicant(s) of the priority application : SATT AXLR
- Date of filing : 18/12/2015
- Date of first publication : 23/06/2017
- Date of issue of the priority application: 14/06/2019

PCT extension (since lapsed as it has given rise to the National Phases below) :

- PCT application number: PCT/EP2016/081575
- PCT application filing date: 16/12/2016
- Publication number of the PCT application: WO2017103202
- Date of publication of the PCT application: 22/06/2017
- Applicants of the PCT application : SATT AXLR, UM and INSERM

National phases:

- **United States (US)**

- N° 16061560
- Date of US publication: 13/06/2019 under the number US 2019/0180847
- Applicants: SATT AXLR, UM, INSERM and SEQONE

- **European (EP)**

- N°2016EP-0825361
- EP3391262 first publication on 24/10/2018
- Applicants: SATT AXLR, UM, INSERM and SEQONE

- **Canada (CA)**

- N° 2016CA-3007895
- CA publication date : 22/06/2017 under number CA3007895
- Applicants: SATT AXLR, UM, INSERM and SEQONE

- **China (CN)**

- N°CN2016800723879
- CN108475302 first publication on 08/31/2018
- Applicants: SATT AXLR, UM, INSERM and SEQONE

Co-ownership shares:

SEQONE	20.00%	
SATT AXLR		66.38%,
UM		6.81%,
INSERM	6.81 %	
MONTPELLIER UNIVERSITY		6.81%
INSERM	6.81%	
100,00%		

